



CONVENTION CADRE pour la mise en œuvre de la co-accréditation 2022-2026

Entre

L'Université Lumière Lyon 2, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
sise 18 quai Claude Bernard - 69365 Lyon cedex 07,
représentée par sa Présidente, Madame Nathalie DOMPNIER,
ci-après désignée « Université Lyon 2 »

D'une part,

et :

L'Université de Lyon,
Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
sise 92 rue Pasteur - 69361 Lyon cedex 07,
Représentée par son Président, Monsieur Frank DEBOUCK

et :

L'Université Claude Bernard Lyon 1,
Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
sise 43 boulevard du 11 novembre 1918 - 69622 Villeurbanne Cedex,
Représentée par son Président, Monsieur Philippe FLEURY

et :

L'Université Jean-Moulin Lyon 3,
Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
sise 1 rue de l'université - BP 0638 - 69239 Lyon cedex 02,
Représentée par son Président, Monsieur Éric CARPANO

et :

L'Université Jean Monnet Saint-Etienne,
Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
sise 10 Rue Tréfilerie - CS 82301 - 42023 Saint-Etienne Cedex 2,
Représentée par son Président, Monsieur Florent PIGEON

et :

L'Ecole Centrale de Lyon,

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
sise 36 avenue Guy de Collongue - 69134 Ecully Cedex,
Représentée par son Directeur, Monsieur Jacques MAIGNE

et :

L'Ecole Normale Supérieure de Lyon,

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
sise 15 parvis René Descartes - BP 7000 - 69342 Lyon Cedex 07,
Représentée par son Président, Monsieur Jean-François PINTON

et :

L'Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat,

Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
sise 3 rue Maurice Audin - 69518 Vaux-en-Velin Cedex,
Représentée par son Directrice, Madame Cécile DELOLME

et :

L'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Lyon,

Etablissement public national à caractère administratif,
sise 3 rue Maurice-Audin - 69512 Vaulx-en-Velin,
Représentée par sa Directrice, Madame Sophie CHABOT

et :

L'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Saint-Etienne,

Etablissement public national à caractère administratif,
sise 1 rue Buisson - 42000 Saint-Étienne,
Représentée par son Directeur, Monsieur Cédric LIBERT

et :

L'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint-Etienne,

Etablissement Public à Caractère Administratif,
sise 158 cours Fauriel - 42023 Saint-Étienne cedex 2,
Représentée par son Directeur, Monsieur David DELAFOSSE

et :

L'Ecole Nationale Supérieure des Sciences de l'Information et des Bibliothèques,

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
sise 17/21 boulevard du 11 novembre 1918 - 69623 Villeurbanne Cedex,
Représentée par sa Directrice, Madame Nathalie MARCEROU

et :

L'Institut d'Etudes Politique de Lyon,

Etablissement public national à caractère scientifique culturel et professionnel,
sise 14 avenue Berthelot - 69365 Lyon Cedex 07,
Représenté par sa Directrice, Madame Hélène SURREL

et :

L'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon,

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
sis 20 avenue Albert Einstein - 69621 Villeurbanne Cedex,
Représenté par son Directeur, Monsieur Frédéric FOTIADU

et :

L'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales,

Etablissement public national à caractère scientifique culturel et professionnel,
sise 54 boulevard Raspail - 75006 Paris,
Représenté par son Président, Monsieur Christophe PROCHASSON

et :

L'Université Savoie Mont-Blanc,

Etablissement public national à caractère scientifique culturel et professionnel,
sise 27 rue Marcoz - 73000 Chambéry,
Représenté par son Président, Monsieur Philippe GALEZ

D'autre part,

Ci-après désignées collectivement « les Parties »,

Vu le code de l'éducation,

Vu les statuts de l'Université Lyon 2, adoptés par le conseil d'administration le 27 avril 2018, modifiés en séance du 26 novembre 2021,

Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master modifié par l'arrêté du 30 juillet 2018,

Vu l'arrêté d'accréditation en date du __/__/2022, ayant pour objet l'accréditation de l'université Lyon-2 en vue de la délivrance des diplômes nationaux,

Préambule

L'offre de formation relative au contrat quinquennal 2022-2026 a été élaborée dans le cadre d'une démarche impliquant tous les établissements concernés par l'accréditation des formations. Les principes de cohérence, de lisibilité et de visibilité de l'offre de formation ont guidé la démarche collective ainsi qu'une incitation aux rapprochements des équipes pédagogiques à travers la co-accréditation des mentions de licence ou de master.

L'offre de formation du site de Lyon Saint-Etienne présente la caractéristique d'être particulièrement riche, à la fois par les disciplines représentées et par la diversité de nature des formations des Universités et des Ecoles de la COMUE Université de Lyon.

Cette offre s'inscrit à la fois dans le cadre de la campagne d'accréditation des diplômes nationaux de l'enseignement supérieur fixant les modalités d'accréditation des établissements d'enseignement supérieur et dans le cadre national des formations (arrêté du 22 janvier 2014 modifié par l'arrêté du 30 juillet 2018). Ce dernier précise que « La mention est le niveau de référence principal pour la définition des diplômes nationaux ».

Le nombre important de mentions en co-accréditation est un indicateur pertinent de la qualité des coopérations sur le site. Il nécessite, pour une bonne mise en œuvre des formations, de poser des principes généraux d'organisation qui sont réunis au sein de cette convention cadre qui pourra le cas échéant être complétée par des conventions spécifiques d'application concernant tous ou partie des signataires.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les principes généraux de fonctionnement de la co-accréditation à délivrer le diplôme de Licence ou de Master. Elle sera précisée par des conventions d'application propres à chaque mention de licence ou de master co-accrédité.

L'exécution de cette convention cadre fera l'objet de conventions d'application conclues préalablement à chaque session de cours ou de travaux pour en définir l'objet, les modalités financières ainsi que le contenu.

Article 2 - Coordination des mentions co-accréditées

Conjointement désigné par les établissements co-accrédités, le ou la coordinatrice de la mention agit pour coordonner la mention. Il ou elle est le ou la référente pour les établissements co-accrédités et partenaires membres de la COMUE Université de Lyon.

Le ou la coordinatrice de la mention est chargé.e de :

- mettre en place et présider un comité de pilotage de la mention composé des responsables de parcours et d'au moins un représentant par établissement co-accrédité ou partenaire ;
- coordonner l'action des responsables de parcours ;
- collecter les résultats des évaluations des formations et des enseignements, faites par les étudiants dans le cadre des dispositifs propres à chaque établissement ;
- représenter la mention au sein du collège académique ;
- présider le jury de diplôme, en organiser le calendrier et coordonner le calendrier des jurys d'année avec les responsables de parcours
- organiser le conseil de perfectionnement (un par mention et au moins une réunion par an) et être le garant de son bon fonctionnement ;
- coordonner la collecte d'informations pour les évaluations de la mention par les instances nationales comme le HCERES et finaliser les rapports d'évaluation demandés par ces instances.

Article 3 - Comité de pilotage de la mention co-accréditée

Il est important que tous les établissements co-accrédités ou partenaires soient représentés dans le pilotage de la mention de licence ou de master. Le comité de pilotage de la mention est composé des responsables de parcours et d'au moins un représentant par établissement co-accrédité et partenaire. Il est présidé par le ou la coordinatrice de la mention co-accréditée.

Le mode de désignation des responsables de parcours pourra différer d'une mention à l'autre. Les responsables de parcours-type sont désignés soit conjointement par les établissements lorsque le parcours type réunit plusieurs établissements, soit par un établissement lorsque le parcours-type relève d'un seul établissement.

Le rôle du comité de pilotage est de :

- préparer la convention d'application de la présente convention cadre ;
- assister le ou la coordinatrice de la licence ou du master co-accrédité dans ses missions
- délibérer sur les propositions du Conseil de perfectionnement de la mention de licence ou master co-accréditée ; délibérer sur les principes d'organisation et de gestion de la mention de licence ou de master co-accréditée dans le respect des règles de fonctionnement en vigueur dans les établissements
- donner un avis sur les propositions de convention et de partenariat avec d'autres établissements que ceux qui sont co-accrédités.

Article 4 - Conseil de perfectionnement

Un Conseil de perfectionnement est institué au niveau de la mention.

Il est composé conformément à l'article 11 du cadre national des formations (arrêté du 22 janvier 2014 modifié par l'arrêté du 30 juillet 2018 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master).

La convention d'application détermine précisément la composition du Conseil de perfectionnement en veillant à l'équilibre entre les parcours, entre les campus (si la formation est dispensée sur plusieurs localisations) et entre les établissements, dans les différentes catégories de membres. Il comprend à minima les responsables de parcours.

Le ou la coordinatrice de la mention de licence ou de master co-accréditée organise et convoque le conseil de perfectionnement au moins une fois par an. Il ou elle est le ou la garante de son bon fonctionnement.

Le Conseil de perfectionnement a pour rôle :

- de favoriser le dialogue entre les équipes pédagogiques, les étudiants et les représentants du monde socioprofessionnel
- d'éclairer sur les objectifs de chaque formation et de contribuer à en faire évoluer les contenus ainsi que les méthodes d'enseignement afin de faciliter l'appropriation des savoirs, des connaissances et des compétences et de permettre d'en améliorer la qualité
- de faire la synthèse des résultats des évaluations qui font l'objet de présentations et de débats au sein du conseil de perfectionnement ;

- de proposer au comité de pilotage des réflexions sur l'évolution de la formation dispensée aux étudiants.

Un compte-rendu des réunions est réalisé et diffusé au comité de pilotage, aux établissements ainsi qu'aux composantes de rattachement et aux directions des études des établissements.

Article 5 - Inscription des étudiants

L'étudiant.e est inscrit.e administrativement dans un seul établissement co-accrédité. Les droits d'inscription sont réglés dans l'établissement d'inscription administrative, selon ses modalités particulières.

Article 6 - Scolarité des étudiants

Le suivi de la scolarité est assuré par l'établissement d'inscription administrative.

Les conventions d'application de la présente convention-cadre précisent le cas échéant quels établissements assurent, et selon quelles modalités, le suivi et la gestion de la scolarité.

Un.e étudiant.e peut être également inscrit.e à titre secondaire pour la même formation dans d'autres établissements co-accrédités pour permettre par exemple à l'étudiant.e d'accéder à des ressources, de faciliter la gestion pédagogique des étudiant.es et de répondre aux besoins administratifs des établissements. Cette inscription à titre secondaire ne donne lieu à aucune perception de droits d'inscriptions et l'étudiant n'est pas comptabilisé dans l'effectif des inscrits administratifs.

Un.e étudiant.e peut choisir son ou sa directrice de mémoire dans l'un des établissements co-accrédités indépendamment de son établissement d'origine (c'est à dire son établissement d'inscription administrative) avec l'accord de son responsable de formation.

Article 7 - Modalités pédagogiques

Le règlement des études applicable à l'étudiant.e est celui de l'établissement dans lequel l'étudiant.e est inscrit administrativement à titre principal.

Article 8 - Jury de diplôme de licence ou de master co-accrédité

A titre liminaire, la présente convention-cadre rappelle que le diplôme est la mention de master.

Il est institué un jury de diplôme commun pour chaque mention de licence ou de master co-accrédité.

Le/la coordinateur.trice de la mention de licence ou de master co-accrédité préside le jury de diplôme. IL Elle est chargé.e d'en organiser le calendrier et de coordonner le calendrier des jurys d'année ou de parcours avec les responsables de parcours.

Le jury de diplôme est composé de membres des établissements co-accrédités et partenaires. Il est désigné conjointement par les chefs d'établissements co-accrédités et partenaires.

Article 9 - Délivrance du diplôme de licence ou master et du supplément au diplôme

Chaque établissement co-accrédité délivre et établit le diplôme national de licence ou master à l'étudiant.e inscrit.e administrativement dans son établissement.

La procédure administrative de délivrance du diplôme relève de l'établissement où l'étudiant.e s'est inscrit.e.

Le diplôme est accompagné d'un supplément au diplôme délivré par l'établissement qui a inscrit l'étudiant.e administrativement.

Conformément à la circulaire n° 2015-0012 du 24 mars 2015:

a. Nom des établissements

Dans le cas d'une accréditation entre plusieurs établissements, deux cas sont à distinguer :

1 - le nom de chaque établissement figure sur le diplôme en en-tête. Cette option doit être privilégiée ;

2 - le nom d'un seul établissement (celui où l'étudiant a pris son inscription administrative) est inscrit, les établissements s'étant accordés sur cette modalité dans la convention qui les lie, sous réserve que le statut de l'établissement qui souhaite seul apparaître le permette. Lorsque c'est un établissement membre d'une communauté d'universités et d'établissements qui délivre ce diplôme, le nom de l'établissement apparaît en en-tête du parchemin et celui de la communauté dont il est membre apparaît en sous-titre et entre parenthèses comme illustré dans le modèle A-3 des annexes de la circulaire (exemple de parchemin à décliner et adapter pour tous les diplômes concernés).

b. Visas

Le parcours de formation suivi par le récipiendaire peut apparaître en fin de liste des visas. En effet, et conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 22 janvier 2014 modifié par l'arrêté du 30 juillet 2018 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master, le parcours type vise notamment à faciliter la mobilité en France ou à l'étranger.

Article 10 - Localisation des enseignements

La convention d'application de la présente convention cadre précise le ou les lieux de déroulement des enseignements.

Article 11 - Gestion et moyens

La convention d'application définit la responsabilité et la prise en charge de chaque enseignement entre les établissements co-accrédités et les partenaires.

Elle définit notamment les volumes horaires assurés par chaque établissement co-accrédité ou partenaire.

La convention d'application de la présente convention-cadre veillera à un équilibre global des apports de toutes natures entre les différents établissements (notion d'équité).

Un budget prévisionnel doit être établi chaque année précisant les volumes horaires, les frais spécifiques de fonctionnement et leur prise en charge.

Conformément à la répartition établie dans la convention d'application :

- Les établissements prennent en charge les heures assurées par leurs enseignants statutaires
- les enseignants statutaires déclarent leur service d'enseignement dans leur établissement de rattachement, en fonction des règles en vigueur et propres à leur statut.

Les intervenants vacataires sont recrutés et pris en charge par l'établissement responsable des enseignements dont ils ont la charge, selon les règles en vigueur.

Un bilan du coût de la formation est effectué en juillet de chaque année universitaire et transmis aux chefs d'établissement.

Article 12 - Communication

La diffusion à l'extérieur de l'offre de formation est assurée par chaque établissement selon une présentation et un mode qui lui sont propres. Le site de chaque établissement propose un lien vers les sites des établissements co-accrédités et établissements partenaires.

Les logos et sigles devront respecter les chartes graphiques de chacune des parties.
Les documents et supports comportant les logos, sigles et mentions relatives au partenariat devront être communiqués préalablement à leur diffusion à chacun des partenaires pour information et aval le cas échéant (respect du droit des marques et de la propriété intellectuelle).

Article 13 - Durée - modification - résiliation

La convention cadre est conclue pour la durée de la co-accréditation à compter de la rentrée de l'année Universitaire 2022-2023.

La présente convention-cadre ne pourra être modifiée que par avenant signé entre les Parties pour la durée résiduelle d'application de la convention cadre. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention initiale, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause l'objet de la convention, tel que défini à l'article 1^{er}. Étant attaché à la présente convention, tout avenant ainsi que les conventions d'application qui en découlent seront soumis aux mêmes dispositions qui la régissent

La convention-cadre peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception sous réserve d'un préavis de 6 mois. Elle peut également être résiliée de plein droit, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, en cas d'inobservation des clauses qu'elle contient, après mise en demeure restée infructueuse pendant le délai d'un mois, sans préjudice des dommages et intérêts auxquelles la partie lésée peut avoir droit.

Au cas où il serait mis fin à cette convention, les étudiant.es inscrit.es dans la formation doivent avoir la possibilité de compléter et finir leur programme.

Article 14 - Litiges

Les parties s'engagent à chercher en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux devra être porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en exemplaires originaux, le...

La Présidente de l'Université Lyon 2

Nathalie DOMPNIER

Le Président de l'Université de Lyon,

Frank DEBOUCK

Le Président de l'Université Claude Bernard Lyon 1,

Philippe FLEURY

Le Président de l'Université Jean-Moulin Lyon 3,

Éric CARPANO

Le Président de l'Université Jean Monnet Saint-Etienne,

Florent PIGEON

Le Directeur de l'Ecole Centrale de Lyon,

Jacques MAIGNE

Le Président de l'Ecole Normale Supérieure de Lyon,

Jean-François PINTON

La Directrice de l'Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat,

Cécile DELOLME

La Directrice de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Lyon,

Sophie CHABOT

Le Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Saint-Etienne,

Cédric LIBERT

Le Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint-Etienne,

David DELAFOSSE

La Directrice de l'Ecole Nationale Supérieure des Sciences de l'Information et des Bibliothèques,

Nathalie MARCEROU

La Directrice de l'Institut d'Etudes Politique de Lyon,

Hélène SURREL

Le Directeur de l'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon,

Frédéric FOTIADU

Le Président de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales,

Christophe PROCHASSON

Le Président de l'Université Savoie Mont-Blanc,

Philippe GALEZ